

Chapitre V

L'IDENTITÉ, C'EST COMME LA CIGARETTE

JEAN-FRANÇOIS BAYART

Pénible devoir que de signifier à son lecteur qu'il n'a pas d'identité. Il risque fort de se dresser sur ses ergots, de se sentir blessé dans son Moi. Il aurait tort puisqu'il n'en a pas. Ou plutôt, s'il tient absolument à en avoir le sentiment, son Moi, sa croyance en tout cas, repose sur une combinaison complexe et itérative qui participe simultanément du social et de l'individuel, de l'esprit et du corps (ou du matériel).

Outre que le Moi, à travers les âges, est pareil au fleuve du philosophe, jamais et pourtant toujours le même, il ne cesse au quotidien de se recomposer en de multiples plans – et il y a là une rare convergence entre les « bons plans » de la langue parlée et les plans d'immédiation, d'immanence de la langue savante¹.

En bref, chacun épouse une assez grande diversité d'« identités » au fil de la journée. Les unes et les autres ne sont pas exclusives. On peut agir professionnellement en croyant. On peut avoir une sexualité bifide, ce que l'on nomme de manière inappropriée la bisexualité. On peut avoir une double nationalité, qu'autorise la loi dans la plupart des pays démocratiques. On peut faire l'expérience, au cours de sa vie, d'un bouleversement

identitaire, à l'instar de saint Paul tombant de son cheval sur le chemin de Damas. La chose est courante en ces temps pentecôtistes (ou salafistes) de *born again*. Nous sommes également pourvus d'une identité prénatale – celle que fantasment nos géniteurs – et la mort nous en donne une autre, le plus souvent sur le mode de la béatification, nos proches ayant tendance à nous reconnaître toutes les qualités qu'ils nous marchandait quand nous étions des leurs : « Grand-père n'était pas un nazi », se disent en famille les Allemands pour se rassurer².

En premier, lieu, ce que nous avons pris l'habitude de nommer l'identité est une action plutôt qu'un état, Gilles Deleuze dirait un « événement » plutôt qu'une « essence »³. Aussi vaut-il mieux parler d'identification au lieu d'identité, à l'instar de Sigmund Freud qui s'y entendait en la matière. Même une philosophie assez classique du Sujet admet qu'il s'agit de *devenir* soi-même plutôt que de simplement *l'être*.

En second lieu, l'identification est toujours contextuelle, elle s'effectue en situation. On est manceau par rapport à un Parisien, français par rapport à un Allemand, européen par rapport à un Africain, catholique par rapport à un protestant, chrétien par rapport à un juif ou un musulman, étudiant par rapport à son professeur, employé vis-à-vis de son patron ou de son entreprise... et patient sur le fauteuil de son dentiste. Ce qui signifie, en troisième lieu, que l'identification est toujours relationnelle. Elle est un rapport à l'Autre plutôt qu'à Soi.

Si l'on garde à l'esprit ces trois observations de bon sens, on comprend mieux que les notions d'identité et de culture qui ont absorbé le débat public depuis une quarantaine d'années à propos de tout et de n'importe quoi n'expliquent rien de ce qu'elles prétendent éclairer. On a beaucoup invoqué les « valeurs asiatiques » et le « néoconfucianisme » pour comprendre la réussite économique de la Chine. Mais de quelle Chine parle-t-on au juste ? Comment ces catégories culturelles peuvent-elles rendre compte, en même temps, de la Chine du Grand Bond en avant et de celle des réformes de Deng Xiaoping ? De la République populaire de Chine, de Hong-Kong et de Taiwan ou de Singapour ? Pourquoi une même culture dite coréenne peut-elle produire deux régimes politiques aussi différents que ceux de la Corée du Nord et de la Corée du Sud ? Quelle est cette culture japonaise sous-jacente à la dictature militariste de l'entre-deux-guerres et au régime plus ou moins démocratique et profondément pacifiste d'aujourd'hui ? Ne serait-il pas curieux que le bouddhisme soit la même cause d'effets aussi divergents que les orientations économiques et politiques de la Thaïlande et de la Birmanie, dont même les régimes militaires ne se ressemblent pas ? Enfin l'on voit bien, aux conflits qui déchirent les pays s'en réclamant, que l'islam est en guerre contre lui-même autant que contre l'Occident. Qu'il n'est pas plus corrélé à la violence que le christianisme, le judaïsme, le bouddhisme ou l'hindouisme. Qu'il n'est pas plus prédateur sexuellement que la France « fille aînée de l'Église » mais aussi des féminicides, que les États-Unis de #MeToo ou que le catholicisme de la pédophilie. Enfin il est bien des manières de décliner sa culture ou son identité française, entre extrême gauche et extrême droite, entre véganisme et propension carnivore.

Aussi l'anthropologie a-t-elle abandonné son concept d'« identité primordiale » par lequel elle désignait jadis l'appartenance à une parenté, une religion, une ethnie. Les religions sont des phénomènes historiques dont le dogme et l'orthopraxie évoluent au cours des siècles. Le christianisme romain a changé ses vues sur le mariage, la sexualité, l'alimentation, l'infailibilité du souverain pontife (cette théorie entendait limiter ses pouvoirs au Moyen Âge, les renforcer en 1870...). L'hindouisme tel que nous le connaissons aujourd'hui ne s'est unifié sur un mode presque ecclésial qu'au XIX^e siècle, pour résister à la double pression de l'islam et du mouvement missionnaire britannique. Auparavant les hindous vivaient en secte... et mangeaient de la viande ! La parenté n'est pas plus un invariant, ni à l'échelle du monde ni, dans la même société, d'une époque à l'autre. La famille ne cesse de se « recomposer » comme l'on dit aujourd'hui à propos de celle du divorce, pas moins française que celle de jadis, et même pas forcément moins catholique quoi qu'en pense le Vatican. Grâce aux historiens ou aux anthropologues nous savons que l'ethnicité en Afrique, le confessionnalisme au Liban, le communalisme en Inde – l'appartenance à l'hindouisme ou à l'islam – sont les produits d'une histoire récente, pour l'essentiel celle de la colonisation.

Dans un livre fameux, les historiens britanniques Eric Hobsbawm et Terence Ranger ont mis en lumière les processus d'« invention de la tradition » comme invention de la modernité⁴. La culture, l'identité en sont de belles illustrations. La plupart des mythes de cet ordre qui nous consolent le confirment. La cuisine de terroir en France ? Elle est née de la centralisation jacobine et napoléonienne, et du chemin de fer qui a convoyé vers les Halles de Paris les produits régionaux. Ainsi du camembert. Artefact

créé pendant la Révolution lors de la rencontre d'un prêtre réfractaire originaire d'Île-de-France et d'une fermière normande, cette icône culinaire de l'identité française, objet de contrefaçons tant nationales que mondiales, est une synthèse entre le brie et la tradition fromagère du pays d'Auge⁵. Dans sa version agro-industrielle contemporaine il n'a plus grand-chose à voir avec son aïeul de la première moitié du XIX^e siècle. De même la tomate, censée symboliser la cuisine méditerranéenne, a été importée d'Amérique centrale en Europe après la conquête coloniale espagnole. Haute figure, dans notre imaginaire, de l'Antiquité méditerranéenne, Socrate ne philosophait pas en grignotant ce fruit qui lui était inconnu – et, au demeurant, tout admiratifs de sa sagesse que nous sommes, nous ne lui confierions pas pour autant nos adolescents. La culture, l'identité a ses limites.

L'innovation capitaliste, le changement politique se nourrissent de ce processus d'invention de la tradition. L'aspiration démocratique ou le conservatisme modernisateur s'en sont repus à grand renfort de styles architecturaux « néo », néoclassiques pour les uns, néomédiévaux pour les autres. Le remodelage de Vienne au XIX^e siècle, la furia restauratrice d'un Viollet-le-Duc en France, les rêveries de pierres d'un Louis II de Bavière, l'aménagement urbain de la bourgade d'Athènes – la nouvelle capitale du royaume de Grèce confié à une dynastie bavaroise – selon le style néoclassique munichois et le fantasme bourgeois de l'Antiquité nous le confirment⁶. De même le capitalisme tire un grand profit de notre désir d'authenticité au point de la fabriquer de but en blanc moult AOC à l'appui.

Or, cette invention de l'identité est toujours politiquement orientée. Ainsi, certains veulent que l'Europe soit de culture judéo-chrétienne. Avec le mauvais esprit qui le caractérise,

l'historien israélien Shlomo Sand indique que sa grand-mère eût beaucoup aimé savoir qu'elle était judéo-chrétienne, elle qui est morte à Auschwitz. L'invocation des racines chrétiennes de l'Europe est un artifice politique qui n'a rien à voir avec la foi. Matteo Salvini fait campagne un chapelet à la main, la Ligue fait pression pour que des crucifix soient disposés dans les écoles tout comme certains élus de la CSU en Bavière, le maire d'extrême droite de Béziers Robert Ménard installe une crèche dans son hôtel de ville. Mais l'Église catholique s'en indigne et vilipende cette instrumentalisation identitariste de symboles religieux qui dévalorise leur rapport à la transcendance. Et l'archevêque de Bologne, le cardinal Matteo Zuppi, doit rappeler, en 2019, à la fureur de la Ligue, que l'on peut faire des tortellini au poulet pour associer les musulmans à la célébration de la Saint-Petronius, le patron de la ville.

En outre, l'invention identitaire est toujours relationnelle et obéit généralement à une logique d'« inimitié complémentaire », sous la forme de numéros de clowns tristes : Israéliens *versus* Palestiniens, hindous *versus* musulmans en Inde, Hutu *versus* Tutsi dans la région des Grands Lacs en Afrique, pentecôtistes *versus* salafistes au Nigeria. Le système d'États, à l'échelle internationale, s'organise souvent selon cette tension. Les couples maudits franco-allemands, ou franco-anglais, en Europe, en ont longtemps été des parangons.

Dans la mesure où ces antagonismes participent largement de l'« institution imaginaire de la société » (Cornelius Castoriadis), ils procèdent par simplifications symboliques. En Inde il suffit de jeter une carcasse de porc dans une mosquée ou de faire courir la rumeur de la maltraitance d'une vache pour provoquer une émeute communaliste entre hindous et musulmans. Tout comme

en France, le voile islamique ou pis encore le burkini provoquent des réflexes pavloviens d'hystérie chez les laïcistes, auxquels font pendant la colère prétendument sainte et la surinterprétation chez les salafistes en réponse aux caricatures du Prophète. L'image, le vêtement, l'alimentation sont de hauts lieux des passions identitaristes parce qu'ils synthétisent, médiatisent et matérialisent l'invisible de l'imaginaire, sinon de l'inconscient. La logique de la « traduction abrégée » et des « effets de condensation »⁷ de l'imaginaire est celle de la perception sélective. Le laïcard s'indigne du *hidjab* et y voit une subversion de l'Europe « judéo-chrétienne », mais ne s'inquiète guère du voile de la Vierge Marie qui veille sur celle-ci dans sa miséricorde, les cheveux néanmoins dissimulés au cœur de l'espace public, sur la façade des églises, au coin des rues ou dans les salles de musée.

L'important est de toujours garder à l'esprit que nous sommes devant des processus d'invention de la tradition, c'est-à-dire de l'identité : autrement dit devant des processus historiques d'identification, et non pas devant des identités supposées naturelles. La Médine des djihadistes contemporains doit plus au cinéma d'Hollywood qu'à la connaissance historique ou religieuse de ce qu'était la péninsule Arabique lors de l'hégire. À l'instar de son frère ennemi le christianisme évangélique, le salafisme, violent ou quiétiste, participe de la même production conservatrice de la modernité. Le halal, par exemple, est une création de la certification néolibérale qui remonte aux années 1980, dans le contexte de la révolution iranienne de 1979, de son endiguement par l'Arabie saoudite et de la substitution de l'idéologie culturaliste à celle de la lutte des classes. Il a été l'œuvre de la Commission de Bruxelles autant que des ulémas⁸. De même le casher, qui a des lettres de noblesse religieuse plus

anciennes, se marchandise à grande vitesse et s'étend à des domaines insoupçonnés par le Talmud. Mais les laïcistes français ne sont pas en reste. Aristide Briand, reviens, ils sont devenus fous ! Le rapporteur de la loi de 1905 en avait une conception toute libérale et a multiplié les amendements ou les décrets d'application de nature à apaiser l'opinion catholique, à défaut de l'Église. Le texte avait d'ailleurs une portée limitée : celle des relations *des cultes* et de l'État. L'un de ses articles prévoyait des peines contre les atteintes à la liberté religieuse. Constitutionnellement la République française n'est devenue laïque qu'en 1946. La loi de 1905 ne comporte pas le substantif de laïcité, qui n'est apparu qu'entre les deux guerres. Les pères fondateurs de la Troisième République, qui se définissaient comme « opportunistes », récusaient l'« intransigeance », voulaient un régime politique « transactionnel » et cherchaient à construire un « consensus ». Les laïcards d'aujourd'hui, qui prônent une conception « intransigeante » de la « laïcité », sont donc dans le contresens historique et, en bons salafistes, arguent d'une Troisième République qui n'existe que dans leur imagination, y compris lorsqu'ils en font un rempart pour défendre les femmes contre la misogynie islamique alors qu'elle leur refusait le droit de vote et criminalisait l'avortement.

Ce faisant et disant, les anti-communautaristes autoproclamés sont les meilleurs fabricants de communautarisme, dans la mesure où c'est le regard de l'Autre qui, en grande partie, vous identifie : « L'enfer, c'est les autres. » Dans ses *Réflexions sur la question juive* (1946), Sartre était allé jusqu'à dire que « le juif est un homme que les autres hommes tiennent pour juif » : « Voilà la vérité simple, d'où il faut partir [...]. C'est l'antisémite qui *fait* le juif. » Le propos avait été mal compris, et Sartre est revenu sur sa

définition à la fin de sa vie. Mais si on ne lui fait pas dire ce qu'il n'avait certainement pas voulu signifier, cette sentence lapidaire, en accord avec son œuvre, garde sa pertinence bien au-delà de la « question juive ». Aujourd'hui, en France, ce sont les laïcards ou l'extrême droite qui *font* le musulman en tenant pour tel toutes les personnes d'origine « musulmane » de par leurs origines familiales ou géographiques et en les assignant à cette identité nonobstant leur propre sentiment d'appartenance. Par exemple en enjoignant aux « musulmans » de condamner les attentats djihadistes, comme si les « chrétiens » avaient dû présenter leurs excuses après les tueries commises par des suprémacistes blancs à Oklahoma City (1995) aux États-Unis et à Utøya (2011) en Norvège. En 2005, Florence Beaugé, du *Monde*, entendait un émigré algérien se féliciter que ses enfants soient « belges en Belgique et algériens en Algérie ». Mais l'un de ses fils de le corriger : « Non, Papa, ce n'est pas tout à fait cela. Moi, je me sens belge en Algérie, et algérien en Belgique. »⁹

LES ORIGINES DU PRURIT IDENTITAIRE

Le débat public est donc victime de l'illusion identitaire que promeuvent politiquement les mouvements populistes. Comment expliquer cette substitution de la question identitaire à la question sociale ? Sur une séquence courte, mais tout de même déjà longue d'une quarantaine d'années (1980-2020), la généralisation de l'hégémonie néolibérale semble constituer un premier facteur d'explication. Son ressort a été la dépolitisation résolue de la cité au nom de l'évidence, de la nécessité et de la naturalisation du marché comme seul possible envisageable, au

nom aussi de l'impératif de la sécurité et de la valorisation de la « gouvernance » en lieu et place de la démocratie, avec ce qu'elle suppose d'institutionnalisation et de légitimation du conflit. La fatalité du « choc des civilisations » a remplacé l'idéal de la solidarité internationale, quelles qu'en aient été les variantes, libérales, socialistes, communistes ou juridiques ; le particularisme identitaire et civilisationnel, tantôt glorifié, tantôt stigmatisé, a supplanté l'universalisme.

Mais, en réalité, l'illusion identitaire, dans sa configuration actuelle, a une histoire plus ancienne que ni le débat public ni la majeure partie des travaux de sciences sociales ne parviennent à restituer faute de comprendre la synergie, depuis le début du XIX^e siècle, entre trois éléments postulés à tort comme contradictoires : l'intégration du monde, l'universalisation de l'État-nation, et la généralisation du culturalisme et de l'identitarisme comme mise en forme idéologique de ces deux processus. Si l'on y regarde de près, la plupart des phénomènes sociaux que l'on peut observer depuis au moins deux siècles ressortissent à cette triangulation paradoxale. 1848 a été simultanément le Printemps des peuples, le triomphe du libre-échange et l'apogée du romantisme avec son exaltation de la culture populaire et de la tradition. Dans les décennies qui ont suivi, l'expansion mondiale du mode de production capitaliste et de sa civilisation matérielle a été concomitante du partage des continents en États-nations, ou en territoires coloniaux destinés à le devenir, tandis que se répandaient l'orientalisme, dans ses différentes moutures, l'imagination de cultures populaires nationales, les consciences particularistes de type ethnique, communaliste ou confessionnel au cœur des institutions coloniales, ou le darwinisme social, outrancièrement

différentialiste. En 1991 l'effondrement de l'URSS a permis sa mue en économie capitaliste, mais en donnant naissance à un système régional d'États-nations qui reprennent pour l'essentiel la théorie stalinienne de l'*ethnos* et de la territorialisation des nationalités. La même année, la Yougoslavie s'est démembrée elle aussi au profit d'un système d'États-nations convertis au capitalisme et à l'ultranationalisme de définition ethno-religieuse.

Il nous faut donc apprendre à penser l'illusion identitaire comme une fonction idéologique à la fois de l'intégration du monde et de son organisation territoriale en États-nations. Toutes les théories, et le sens commun lui-même, qui postulent un jeu à somme nulle entre la globalisation, la souveraineté de l'État et l'identité culturelle nous égarent. L'aporie politique dans laquelle s'est perdue l'époque découle de cette erreur de jugement. Cela se comprend mieux si l'on prend en considération l'événement historique qui a généralement été le vecteur de la triangulation entre mondialisation, État-nation et identités culturelles : à savoir le passage d'un monde d'empires à un monde d'États-nations dans un contexte de transformation capitaliste du globe.

L'empire tend à une domination indirecte en s'en remettant à l'intermédiation de la noblesse des peuples conquis, des élites agraires ou marchandes, des institutions religieuses, voire en façonnant ses propres intermédiaires, pour gouverner ses provinces et ses sujets. Il est ethniquement, culturellement, linguistiquement, religieusement, économiquement, voire monétairement, composite. Il règne sur et par la diversité. L'empire fait de la mobilité de ses sujets une ressource de pouvoir. Il compose avec cette hétérogénéité par le biais de toute une série de transactions hégémoniques, par accommodements

contingents, par un pragmatisme à la petite semaine, mais aussi par la mise en œuvre de médiations véhiculaires d'ordre juridique, culturel, linguistique, religieux, qui donnent du liant à son ensemble en transcendant les parties, le cas échéant sur le mode de l'extraversion, par emprunt à des sociétés autres ou conquises. Ainsi, les Romains s'hellénisèrent, et les Abbassides nourrirent de l'apport hellénistique et persan leur invention d'une haute culture arabe.

À cet idéaltype de la domination indirecte de la différence, on peut opposer, presque terme à terme, le modèle de l'État-nation qui s'est universalisé au ^{xx}^e siècle et continue de prévaloir, nonobstant la longue plainte relative à son hypothétique « retrait » sous les coups conjugués du marché et de la barbarie identitaire. L'État-nation, rationnel-légal, bureaucratique, assure une domination territorialisée, directe, centralisée, et culturellement, socialement, économiquement unificatrice, en promouvant une conscience nationale exclusive selon des critères essentialistes, d'ordre ethnique, religieux et/ou linguistique, en bref grâce à l'illusion identitaire.

Or, la civilisation matérielle du capitalisme (ou de son produit dérivé, le socialisme) et du culturalisme fournit à l'État les raisons et les moyens de ses fins : la titrisation de la terre, le droit de la propriété, les médias de masse, les moyens de communication, de transport et de destruction, les institutions financières, la bureaucratisation, les statistiques, et aujourd'hui les technologies numériques et biométriques – autant de ressources pour l'imagination de la nation et l'épuration de ses corps étrangers. Le résultat en a été l'homogénéisation de la population du nouvel État-nation sur la base de critères ethno-religieux ou ethno-linguistiques, et par recours à des degrés

variables de coercition, allant de l'assimilation culturelle autoritaire au génocide en passant par les expulsions ou différentes formes de tueries. Certes, les empires avaient eux-mêmes mis en œuvre ces procédés, mais leur légitimité leur a désormais été conférée au sein et au nom de l'État-nation capitaliste et identitariste qui, de surcroît, procure une nouvelle ampleur à l'accumulation primitive, i.e. coercitive, de capital : celle du marché mondial.

Parce que Dieu lui fournit ses ressources transcendantales, sa puissance symbolique et imaginaire, son enseignement moral du renoncement et de l'abnégation, sa capacité d'encadrement des foules incultes, son intelligentsia, son ingénierie culturelle, l'État-nation est enclin à promouvoir une orientation ethno-religieuse de la citoyenneté. Parfois en creux lorsqu'il se définit contre la religion, à l'instar de l'Union soviétique, des régimes communistes d'Asie et d'Afrique, ou qu'il instaure une séparation sourcilleuse, comme le Mexique. Même dans ces cas, l'État athée paye son denier du culte. En Pologne, le communisme, après la Seconde Guerre mondiale, a permis l'accomplissement de la conception ethno-religieuse et territorialisée de la citoyenneté qu'avaient conçue les nationalistes de l'ancien régime¹⁰. En Bulgarie, il a endossé le principe de l'Église orthodoxe monocéphale après l'avoir brisée et inféodée au Parti, et en a tiré le périmètre de l'appartenance nationale au détriment des musulmans, turcophones comme bulgarophones. Dans un contexte insulaire et quasiment mono-ethnique, ou se voulant tel, l'empire du Japon s'est « nationalisé » par la promotion d'un shintoïsme d'État, ce qui prouve tout à la fois que la définition ethno-religieuse de la citoyenneté n'est pas d'ordre religieux – le processus s'est effectué aux dépens du bouddhisme, dominant –

et n'est pas consubstantiellement liée à la nécessité d'unifier politiquement une population hétérogène. En Inde, Narendra Modi assume sans complexe son nationalisme hindou, basé sur l'« hindouité » (*hindutva*), en se réclamant du dieu Ram, et fait des musulmans des citoyens de seconde zone, potentiellement expulsables. Il en est de même des généraux birmans et de la Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi qui se réclament implicitement du bouddhisme. La Russie de Poutine a retrouvé ses racines orthodoxes. En Pologne le PIS des frères Kaczyński surjoue le catholicisme face à une société qui découvre, effarée, les turpitudes de l'Église et est plus sécularisée que ne le veut le roman national. En Hongrie Victor Orban n'est pas en reste. Il n'y a toujours pas la moindre mosquée à Athènes, et Alexis Tsipras n'est pas parvenu à célébrer le divorce entre l'Église orthodoxe et l'État. Benjamin Netanyahu transforme Israël en ethnocratie juive avec les encouragements des Églises protestantes dispensationalistes du *Deep South* étatsunien. La « revanche de Dieu » sur l'État et son champ politique ? Que non pas. La défaite et la soumission politique de Dieu à l'État-nation. Ce que l'on appelle depuis le XIX^e siècle la religion est absorbé par la marchandisation globale, dont le rapport du pentecôtisme au marché est une caricature, et l'identitarisme électoral ou guerrier, dont les partis politiques d'extrême droite et les milices confessionnelles sont l'expression la plus manifeste.

Ce passage de l'empire à l'État-nation a été la scène primitive des inimitiés complémentaires de l'identitarisme. L'exemple le plus troublant, le plus scandaleux du fait de la conscience que nous avons de la Shoah, est la congruence, *du point de vue de la sociologie historique du politique*, entre le sionisme et le national-socialisme en tant que modes de formation de l'État. Allemand et

juif, le littérateur Victor Klemperer les renvoyait dos à dos : « Pour moi, les sionistes qui prétendent renouer avec l'État juif de l'an 70 *p. C.* (destruction de Jérusalem par Titus) sont tout aussi écoeurants que les nazis. Avec leur manie de fouiner dans les liens du sang, leurs "vieilles racines culturelles", leur désir mi-hypocrite, mi-borné de revenir aux origines du monde, ils sont tout à fait semblables aux nazis », écrivit-il dans son journal, et il reprit à plusieurs reprises cette assertion, désormais incompréhensible, insoutenable même, jusqu'à la chute de ces derniers¹¹. De nos jours, l'antisémite Viktor Orban et le sioniste déterminé Benjamin Netanyahu se font les yeux doux pour paterner un « illibéralisme » propice au business, et non moins à l'identitarisme dur, chrétien pour l'un, juif pour l'autre. Déjà, dans la Vienne fin de siècle, Georg von Schönerer (1842-1921), le chef des nationalistes allemands extrémistes, l'« antisémite le plus virulent et le plus conséquent que l'Autriche eût jamais produit »¹², Karl Lüger (1844-1910), le maire social-chrétien et non moins hostile aux juifs, et le sioniste Theodor Herzl (1860-1904) avaient créé une coalition antagonique contre les libéraux au pouvoir pour promouvoir des fondamentalismes identitaires : ceux, respectivement, de la tribu germanique, de l'ordre catholique médiéval et du royaume d'Israël d'avant la Diaspora.

Voilà de quoi est lourde l'illusion identitaire : d'incompréhension, de contresens historiques, d'injustice, d'inégalité, et trop souvent du sang répandu en son nom. Et voilà pourquoi il faut nuire à la bêtise identitaire, ce qui n'empêche pas forcément de prendre plaisir à ses artifices avec l'ironie qui devrait s'imposer au citoyen. Au fond, l'identité, c'est comme la cigarette. C'est bon. Ça fait du mal. Et l'on peut s'en passer. Foi de fumeur !

1. Gilles Deleuze, « L'immanence : une vie », *Philosophie*, 47, 1^{er} septembre 1995, p. 4-5.
2. Harald Welzer, Sabine Moller, Karoline Tschuggnall, « Grand-père n'était pas un nazi ». *National-socialisme et Shoah dans la mémoire familiale*, Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 2013.
3. Gilles Deleuze, *Pourparlers. 1972-1990*, Paris, Éditions de Minuit, 1990, p. 39-40 et, avec Félix Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Paris, Minuit, 1991, p. 26 : « Le concept dit l'événement, non l'essence ou la chose ».
4. Eric Hobsbawm, Terence Ranger (éd.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
5. Pierre Boisard, *Camembert. A National Myth*, Berkeley, University of California Press, 2003.
6. Yannis Tsiomis, *Athènes à soi-même étrangère. Naissance d'une capitale néoclassique*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2017.
7. Sigmund Freud, *Introduction à la psychanalyse*, Paris, Payot, 1965, p. 156-163 et *Le Rêve et son interprétation*, Paris, Gallimard, 1973, p. 65-66.
8. Florence Bergeaud-Blackler, *Le Marché halal ou l'invention d'une tradition*, Paris, Seuil, 2017.
9. *Le Monde*, 11 août 2005, p. 5.
10. Timothy Snyder, *La Reconstruction des nations. Pologne, Ukraine, Lituanie, Bélarus. 1569-1999*, Paris, Gallimard, 2017.
11. Victor Klemperer, *Mes soldats de papier. Journal. 1933-1941*, Paris, Le Seuil, 2000, p. 118. Voir aussi les p. 218, 356, 438, 440-441, 668.
12. Carl E. Schorske, *Vienne fin de siècle. Politique et culture*, Paris, Le Seuil, 1983, p. 135.